

Communiqué de Priama Diia, syndicat étudiant ukrainien.



FR 🇫🇷 **Colère sociale : manifestations spontanées pour les droits sociaux et la dignité**

📅 Depuis déjà cinq semaines, les élèves français sont contraints, au lieu d'étudier, de monter sur les barricades et de se défendre contre la police. Il semble que le gouvernement français ait décidé de réprimer par la violence toute contestation de sa politique d'extermination systématique de l'éducation, ce qui a donné aux manifestations un caractère extrêmement violent.

🏠 Les élèves, les enseignant·e·s et les étudiant·e·s sont confronté·e·s depuis longtemps à l'absence de conditions de base pour l'enseignement, tandis que le gouvernement ignore totalement leurs plaintes.

🏠 À l'heure actuelle, l'école en France se présente ainsi : les élèves et les enseignants doivent passer plus de 10 heures par jour dans des classes surpeuplées, où l'on ne trouve pas le matériel scolaire de base, mais de la moisissure, des trous dans les murs et les fenêtres, ainsi que des rats qui courent dans les locaux. Le processus pédagogique, désorganisé en raison du manque d'enseignants, se transforme en véritable enfer pour tout le monde.

📍 Ces problèmes touchent particulièrement les «banlieues», ces quartiers populaires français où vivent principalement des migrant·e·s, des minorités ethniques et des populations défavorisées.

🇫🇷 L'origine sociale reste à ce jour le facteur le plus déterminant dans la prédiction de la réussite scolaire. Cette inégalité est entretenue par des programmes de sélection sociale des candidats à l'entrée dans l'enseignement supérieur, tels que *Parcoursup* ou *Mon Master*, dont la modification est l'une des revendications des manifestations. Les élèves issus de minorités ethniques sont également victimes de profilage (contrôles plus fréquents) et d'un traitement plus défavorable de la part de la police.

🚓🔥 **Le mouvement est confronté à la répression et aux violences policières**

🗨️ Après de longues tentatives infructueuses pour se faire entendre par un gouvernement qui prévoyait de poursuivre la réduction des moyens alloués au secteur social et le démantèlement des droits politiques, les lycéens n'avaient d'autre choix que d'exercer leur droit de manifester et de faire entendre leur voix. Mais dès les premiers jours, le mouvement des lycéens a été confronté à des répressions sans précédent : le ministre de l'Intérieur a donné un ordre criminel, autorisant l'utilisation de tout l'arsenal policier contre les élèves mobilisés, y compris des lanceurs automatiques (LPA) à létalité réduite. Des témoignages et des images de provocations, d'abus et de violences affluent de toutes parts.

👁️ La police n'hésite absolument pas à se montrer particulièrement brutale envers les enfants : à la suite de ses interventions, un élève de 16 ans a perdu un œil, un collégien de 14 ans a eu la mâchoire fracturée après qu'un policier lui a tiré une grenade lacrymogène à bout portant, et un adolescent de 15 ans a eu la main arrachée par une grenade flash-sonore lancée par la police dans la foule. L'interdiction d'accès des forces de l'ordre au sein des universités, qui existe depuis le XIII^e siècle, a également été violée à plusieurs reprises. La police a encerclé puis fait irruption à l'université de la Nouvelle Sorbonne pour disperser une assemblée étudiante pacifique. Parallèlement, une professeure de l'université Paris-Nanterre a été humiliée verbalement et violemment frappée, après avoir été prise pour une étudiante. Afin de réprimer le mouvement de protestation et malgré l'opposition des autorités scolaires et des collectivités locales, le gouvernement a obtenu la publication de décrets interdisant les rassemblements, fermant les écoles et imposant le passage à l'enseignement en ligne.

👮🏠 **Les syndicats et les enseignant·e·s se joignent aux manifestations**

📰 Malgré les discours répandus dans les médias libéraux sur les « Français cupides » et les « mauvais élèves et migrants qui veulent sécher les cours », tant les enseignants que les travailleurs se sont joints au mouvement des lycéens. En se tenant par la main et en formant des chaînes humaines, les adultes s'interposent face à la police pour protéger les jeunes manifestants. Alors que la police mutile des enfants, les médias libéraux se préoccupent davantage de l'état des poubelles dans la ville.

🗨️♂️ La moralisation de la colère légitime des manifestants face au mépris systémique de leurs droits — en particulier le droit à l'éducation — détourne l'attention des causes du problème pour la concentrer sur ses symptômes. **La répression de la révolte populaire ne réparera pas les locaux scolaires.** En mettant l'accent sur les incendies — en partie mis en scène par la police — et d'autres actes de vandalisme, les politiciens et **les médias tentent de priver le mouvement de son contenu politique.**

🗨️🔥 Les accusations de violence portées contre les élèves servent à **marginaliser le soulèvement** et à éloigner la population de celui-ci. L'engagement intersectionnel du corps enseignant et des travailleurs dans le mouvement met en évidence **l'origine commune du problème** et prouve que les revendications formulées par les élèves trouvent un écho et un soutien au sein de la société française.

